



CHAPITRE 69

Loi modifiant la Loi du Barreau

[Sanctionnée le 18 décembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1966/67,
c. 77, a. 5,
mod.

1. L'article 5 de la Loi du Barreau (15-16 Elizabeth II, chapitre 77) est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

Acquisition, etc.,
de biens.

« Ils peuvent acquérir, posséder, administrer, vendre, louer, échanger ou céder des biens meubles et immeubles sis dans le Québec.

Garanties
pour
assurer
paiement
d'obligations, etc.

Ils peuvent, nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs qu'ils émettent, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommis, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts révisés, 1964, chapitre 275).

Immeubles non
utilisés.

Ils doivent disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui pendant une période de sept années consécutives n'auront pas été utilisés pour la poursuite de leurs fins. ».

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 69

An Act to amend the Bar Act

[Assented to 18th December 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Bar Act (15-16 Elizabeth II, chapter 77) is amended by adding the following paragraphs:

1966/67,
c. 77, s. 5,
am.

"They may acquire, hold, administer, sell, lease, exchange or cede moveable and immovable property situated in the province of Québec.

Acquisition, etc.,
of property.

Notwithstanding the provisions of the Civil Code, they may hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued by them, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed, in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275).

Security
for payment
of bonds,
etc.

They must dispose, within a reasonable time, of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of their objects."

Immovables not
used.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.